



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 24/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SYDEME**

1 rue Jacques Callot  
57600 Morsbach

Références : ST-AVOLD\_SYDEME\_2025-01-22\_RAPVI\_MCB\_01032  
Code AIOT : 0006206580

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement SYDEME implanté Ancien Carreau Sainte Fontaine 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 14 janvier 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYDEME
- Ancien Carreau Sainte Fontaine 57500 Saint-Avold

- Code AIOT : 0006206580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SYDEME exploite sur le site de Sainte-Fontaine situé sur les communes de Saint-Avoid et Freyming-Merlebach une installation de transit de déchets recyclables, une installation d'entreposage et de broyage de déchets de bois et une installation d'entreposage et de broyage de déchets verts.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 4.2.2	Demande d'action corrective	15 jours
2	Réseaux de collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 4.3.7 et 4.3.9 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Analyse des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 4.3.6 (partiel), 4.3.10 et 9.2.3	Demande d'action corrective	15 jours
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Analyse des PFAS dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 3 et 4 (partiel)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats réalisés lors de la visite du 14 janvier 2025 :

- que le plan des réseaux est incomplet (cf. point de contrôle n°1) ;
- le mélange des eaux pluviales et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries, zone d'entreposage de déchets,...) avant le séparateur à hydrocarbures (cf. point de contrôle n°2) ;
- l'absence de transmission des résultats d'analyse annuelle des rejets aqueux, l'absence d'analyse de certains paramètres requis par les arrêtés ministériels sectoriels applicables (cf. point de contrôle n°3) ;
- que la liste des substances PFAS est incomplète (cf. point de contrôle n°4).

L'exploitant a initié et/ou s'est engagé à mettre en place des actions correctives sur ces points.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de ces actions dans les délais

mentionnés dans le rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  " Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour (datés), notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)."</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a présenté le plan des réseaux daté du 30 octobre 2009 qui est incomplet (absence de légende permettant de localiser le séparateur à hydrocarbures, absence d'indication du sens d'écoulement, absence de localisation du point de rejet dans le milieu et du point de prélèvement des eaux, absence de localisation des vannes et des compteurs,...).  Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant s'est engagé à mettre à jour et compléter le plan des réseaux sous 15 jours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours le plan des réseaux mis à jour et complété avec l'ensemble des éléments requis et listés à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 2 : Réseaux de collecte des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 4.3.7 et 4.3.9 (partiel)
---

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Article 4.3.7

"Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir."

Article 4.3.9

"Les eaux de ruissellement en provenance de toutes les surfaces imperméabilisées du site [...] sont dirigées vers le réseau d'eaux pluviales du site après passage par un débourbeur-déshuileur correctement dimensionné. Ces eaux rejoignent alors le réseau d'eaux pluviales de la zone puis sont rejetées dans le Merle"

Point 5.5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 modifié (déclaration - 2715)

"Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. [...]"

Annexe III de l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 modifié (déclaration - 2715)

" Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes à l'exception du point 2.3, du point 2.4 et des alinéas 3 et 4 du point 2.5. Pour les installations existantes, les dispositions du premier alinéa du point 5.5 s'appliquent dans les délais suivant :

- à partir du 10 novembre 2014, si la commune est équipée d'un réseau séparatif ;
- 4 ans après mise en œuvre d'un tel réseau dans le cas contraire, sans préjudice toutefois d'éventuels règlements locaux pris par la commune ou les collectivités locales notamment."

Point 5.1 (partiel) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 modifié (déclaration 2794)

"Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.

Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement et autres surfaces imperméables, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. [...]"

Annexe II de l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 modifié (déclaration 2794)

"Les dispositions mentionnées ci-dessous sont applicables aux installations existantes déclarées avant le 1er juillet 2018.

[...]	1er janvier 2019
[...]	[...] 5. Eau

"

Point 5.1 (partiel) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié (déclaration 2713)

"Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. [...]"

Annexe II de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié (déclaration 2713)

"Les dispositions mentionnées ci-dessous sont applicables aux installations existantes déclarées avant le 1er juillet 2018. Les dispositions dont la mention est précédée d'un astérisque ne sont applicables qu'aux installations déclarées après le 4 décembre 2011. Les autres dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes.

[...]	1er juillet 2019
[...]	5. Eau
[...]	

**Constats :**

Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté sur la base du plan des réseaux et sur le terrain que :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant de l'alvéole d'entreposage des déchets de verre sont mélangées, avant le séparateur à hydrocarbures, avec les eaux pluviales de toiture, les eaux pluviales de voiries, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant des autres zones d'entreposage de déchets du site ;
- l'absence de collecte des eaux pluviales sur la zone d'entreposage et de broyage de déchets verts ;
- l'absence de collecte des eaux pluviales sur la zone d'entreposage et de broyage de déchets de bois ;
- les eaux collectées du site et traitées par le séparateur à hydrocarbures sont envoyées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone avant rejet dans le Merle.

Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué :

- ne pas être en mesure de préciser les mesures prises et/ou prévues accompagnées du

calendrier de réalisation pour respecter les dispositions des arrêtés ministériels sectoriels du 6 juin 2018 modifié (2713 D) et du 15 octobre 2010 modifié (2715 D) car cela nécessite une analyse détaillée des prescriptions techniques de chaque arrêté ministériel et de leurs conditions d'application ;

- que l'activité de tri/transit et broyage des déchets de bois sera progressivement arrêtée à partir d'avril 2025 et définitivement arrêtée au cours du 3ème trimestre 2025 (arrêté ministériel 2714) ;
- que l'activité de tri/transit et broyage de déchets verts est suspendue jusqu'à la mise en conformité aux prescriptions des arrêtés ministériels sectoriels 2714 et 2794.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois les mesures prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation pour respecter les dispositions du point 5.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 modifié (2715 D) et celles du point 5.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié (2713 D).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Analyse des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/09/2015, article 4.3.6 (partiel), 4.3.10 et 9.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Article 4.3.6 (partiel) Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

"[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5"

Article 4.3.10 Valeurs limites de rejet des eaux résiduaires

"Les rejets d'eaux résiduaires doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	MES	DCO	DBO5	HC totaux
Concentration (en mg/l)	100	300	100	10

"

### Article 9.2.3 Autosurveillance des eaux résiduaires

"Un contrôle annuel doit être effectué par un organisme agréé et les résultats de ce contrôle sont transmis à l'inspection des installations classées."

### article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié (Enregistrement 2714 et 2716)

"(VLE pour rejet dans le milieu naturel)

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

#### 1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)

Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l

#### 2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)

	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
S o m m e Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
C o m p o s é s o r g a n i q u e s halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des c o m p o s é s o r g a n i q u e s absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

absorbables (AOX)			
-------------------	--	--	--

"

Point 5.3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié (déclaration 2713)

"Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;
- métaux totaux (rubriques n° 2711, 2713 et 2716) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration."

Point 5.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié (déclaration 2713)

"Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluent."

Point 5.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié (déclaration 2713)

"Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point."

Point 5.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 modifié (déclaration 2794)

"Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j."

Point 5.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 modifié (déclaration 2794)

"Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point."

Point 5.7 (partiel) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 modifié (déclaration 2715)

"Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet si besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

-pH : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;

-température : < 30° C ;

[...]

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

-matières en suspension : 100 mg/ l ;

-DCO : 300 mg/ l ;

-DBO5 : 100 mg/ l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau ;

d) polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

-indice phénols : 0,3 mg/ l ;

-chrome hexavalent : 0,1 mg/ l ;

-cyanures totaux : 0,1 mg/ l ;

-AOX : 5 mg/ l ;

-arsenic : 0,1 mg/ l ;

-hydrocarbures totaux : 10 mg/ l ;

-métaux totaux : 15 mg/ l.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans un avis publié au Journal officiel de la République française. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j.

Les polluants visés au point présent qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation."

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence de transmission des résultats d'analyse des eaux depuis la dernière inspection en 2018 ;</li> <li>• la réalisation d'un prélèvement ponctuel et d'une analyse annuelle des rejets aqueux en sortie du séparateur à hydrocarbures par le laboratoire agréé Dr Marx de 2019 à 2024 ;</li> <li>• les eaux analysées sont un mélange d'eaux pluviales de toiture, d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries, zone d'entreposage de déchets, ....) et d'eaux usées sanitaires traitées ;</li> <li>• l'absence d'analyse du pH et de la température lors de l'analyse annuelle du 28 novembre 2019 ;</li> <li>• l'analyse annuelle de 2019 à 2024 du paramètre "indice hydrocarbures" qui correspond aux hydrocarbures C10 à C40 et non des "hydrocarbures totaux" qui correspondent aux hydrocarbures C5 à C10 requis par l'arrêté préfectoral et les arrêtés ministériels applicables ;</li> <li>• l'analyse annuelle de 2019 à 2024 des paramètres MES, DCO et DBO<sub>5</sub> requis par l'arrêté préfectoral ;</li> <li>• l'absence d'analyse des paramètres requis par les arrêtés ministériels sectoriels de 2019 à 2024 ;</li> <li>• le dépassement de la valeur limite d'émission en MES de 100 mg/L sur le prélèvement du 16 novembre 2023 (239 mg/L) et sur le prélèvement du 27 septembre 2022 (315 mg/L).</li> </ul> <p>Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre, à l'avenir, les résultats via l'application GIDAF.</p> <p>Par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué avoir sollicité le 15 janvier 2025 un avenant à la commande auprès du prestataire retenu afin d'ajouter dès la mesure annuelle 2025 les paramètres manquants (hydrocarbures totaux, paramètres requis par les arrêtés ministériels sectoriels).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 15 jours, l'avenant à la commande pour l'analyse en 2025 des rejets aqueux sur l'ensemble des paramètres requis ;</li> <li>• dans un délai de 1 mois, la date prévue pour le prélèvement et l'analyse annuelle 2025 des rejets aqueux ;</li> <li>• dans un délai de 3 mois, les résultats de l'analyse annuelle 2025 des rejets aqueux.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>
<p><b>N° 4 : Liste des substances PFAS</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 2</p>

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  "L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées."
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a présenté la liste des produits chimiques utilisés sur le site (huiles, aérosols,...) mettant en évidence l'absence de substance PFAS. Au vu de la nature des déchets réceptionnés sur le site (recyclables, cartons, déchets verts, déchets de bois), l'exploitant a considéré l'absence de substances PFAS dans les déchets réceptionnés et/ou traités. L'exploitant a omis de prendre en compte les substances PFAS susceptibles d'être présentes dans les extincteurs utilisés par le passé et/ou présents sur le site. L'exploitant s'est engagé à compléter la liste sur ce point.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours la liste des substances PFAS mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 5 : Analyse des PFAS dans les rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 3 et 4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 3</u> "L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2° L'analyse de chacune des substances suivantes : [tableau non reproduit] 3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir

été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes : [tableau non reproduit]"

#### Article 4 (partiel)

I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
[...]	[...]
2791 [...]	Neuf mois

Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu. Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant

chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

IV. - Pour les installations ayant fait l'objet d'analyses de substances PFAS dans leurs rejets aqueux avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le préfet peut adapter les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les campagnes d'analyse définies à l'article 3. Il vérifie que les analyses menées permettent d'obtenir des résultats représentatifs de l'activité de l'établissement et qu'elles ont été réalisées selon les conditions fixées au I."

#### **Constats :**

Lors de la visite du 14 janvier 2024, l'inspection des installations classées a constaté que :

- l'exploitant a fait procéder aux 3 campagnes de prélèvement et d'analyse sur 31 PFAS et les AOF de ses rejets aqueux (4 avril 2024, 7 mai 2024 et 21 juin 2024) ;
- les résultats d'analyse de ces 3 campagnes ont été transmis via l'application GIDAF ;
- le prélèvement a été réalisé sur l'unique point de rejet aqueux du site en sortie du séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la zone ;
- le prélèvement a été réalisée par le laboratoire agréé Dr Marx ;
- l'analyse des PFAS a été réalisé par le laboratoire accrédité DAKKS SGS Institut Fresenius ;
- l'analyse des AOF a été réalisé par le laboratoire accrédité DAKKS Agrolab Labor GmbH ;
- la concentration en AOF oscille entre 15 et 36 µg/L ;
- les 31 PFAS analysés sont retrouvés en concentration inférieure à la limite de quantification.

L'exploitant a indiqué qu'un prélèvement ponctuel a été réalisé et non un prélèvement sur 24 h asservi au débit car il s'agit principalement d'eaux pluviales et que le diamètre de la conduite (DN500) ne permettrait pas de mesure de débit.

**Type de suites proposées :** Sans suite